



7èmes journées petites paysanneries

LES PETITES PAYSANNERIES DES ARRIERE-PAYS MONTAGNEUX ET FORESTIERS AU NORD ET AU SUD DE LA MEDITERRANEE.

Contextes, contraintes et stratégies

Marseille, les 18-20 octobre 2017

Coordination : Laurent Auclair et Mohamed Raouf Saïdi

Argumentaire

Les arrière-pays montagneux et forestiers méditerranéens, lieux d'ancrage de petites paysanneries (PP) séculaires aux marges des centres du pouvoir, ont historiquement constitué des lieux de refuge pour les populations chassées des plaines, les exclus, les damnés et les rebelles à l'affût de moyens de subsistance et de résistance (Braudel, 1966 ; Debarbieux, 2001). De nos jours, les PP montagnardes et forestières, plus composites et de plus en plus intégrées aux entités nationales, souffrent, paradoxalement, de l'excentricité géographique et de la marginalité économique et sociale. Or, au-delà de la diversité des milieux physiques, culturels et des rapports tissés avec les avant-pays urbanisés, ces mêmes sociétés développent des pratiques adaptatives fondées sur des logiques spécifiques qui restent malgré tout exposées à des risques et à des incertitudes multiformes, que la politique publique n'arrive pas à endiguer.

- **Contraintes physiques vs pluriactivité et plurifonctionnalité**

Dans ces milieux, les pratiques agropastorales sont soumises à de multiples contraintes physiques (orographique et bioclimatique), humaines (migrations temporaires ou définitives), parfois à l'ensauvagement de la nature (faune sauvage en surpopulation, déprise agricole).

Longtemps négligées par les politiques publiques au Sud, ces zones, sont souvent associées dans les représentations collectives à la misère et au sous-développement, et désignées par les statistiques comme des espaces répulsifs et comme le principal réservoir de la pauvreté. Les politiques publiques dites participatives qui leur sont destinées, sont imprégnées de l'idéologie de la conservation de la nature et souvent peu soucieuses des enjeux sociaux et des conflits entre les paysanneries nés des multi-usages de l'espace (Aderghal, 2004, 2007). Au nord, malgré les divers dispositifs incitatifs (locaux, nationaux et européens), les arrière-pays montagneux et forestiers continuent à se « dévitaliser » et s'ensauvager.

Face aux contraintes, les PP déploient des stratégies pluriactives combinant la diversification agricole, l'artisanat et les commerces. En réponse à la demande de nature des citoyens mus par un éthos écologisant (Saïdi, 2012) et encouragés par divers fonds incitatifs, on a vu se développer, à des degrés variables, de nouvelles formes de tourisme à la fois génératrices (directement ou indirectement) de sources additionnelles de revenu (emplois et services), et reposant sur la valorisation du patrimoine matériel et immatériel local. Le tout accompagné par de plus grands efforts publics d'investissement infrastructurel et d'accompagnement socio-économique.

- **Conflits d'usage et marchandisation vs solidarités paysannes et innovation**

La pluriactivité et la multifonctionnalité constituent un levier déterminant pour le maintien sur place des familles paysannes. Ces stratégies se heurtent néanmoins à de sérieuses contraintes au premier rang desquelles figurent les conflits d'usage et d'appropriation des ressources.

Sur la rive Sud de la Méditerranée, les PP se heurtent depuis plus d'un siècle à l'appropriation légale de la forêt par l'État. Ce dernier, se dotant d'une législation restrictive et coercitive (codes forestiers hérités de la période coloniale), continue d'assimiler, depuis un siècle, les "populations locales" à de simples « usagers ». Dans certains cas, le service forestier n'hésite pas à salarier saisonnièrement la main d'œuvre locale et à mobiliser des dispositifs sociaux publics et caritatifs, dans le but de maintenir les familles sur place (Boujou et Saïdi, 1996 ; Gardin, 2004) afin

de satisfaire les besoins de l'exploitation monopolistique des ressources forestières, de l'entretien des forêts et de la lutte contre l'érosion. En France, où la législation forestière est plus lâche et le monopole étatique moins exclusif, les nouvelles dispositions législatives sur les feux de forêt semblent constituer une sérieuse entrave à la viabilité de l'élevage de montagne (Vilain-Carlotti, 2015). Les conflits d'usage divisent parfois les PP : il s'agit des sempiternels antagonismes entre agriculteurs et éleveurs (sédentaires ou en voie de sédentarisation), ou encore de la traditionnelle concurrence des éleveurs autour des ressources pastorales, qui s'accroît lors des périodes de sécheresse (Rosenbeger, 2001 ; Noin, 1970). Récemment, l'engouement des citoyens pour la nature, concomitamment à la mobilisation mercantile de l'écologie, la « mise en tourisme » (et/ou la « touristification ») des territoires, ont souvent accentué la concurrence entre les familles paysannes. Les promoteurs immobiliers et touristiques, pour la plupart extérieurs au monde agricole et parfois étrangers, prompts à transformer les terres agricoles et les pâturages collectifs en complexes touristiques, constituent aussi une sérieuse menace. D'espaces agricoles pauvres et arides, certains arrière-pays montagneux et forestiers en France et en Europe méditerranéenne, se transforment ainsi en espaces de rente foncière.

Jusqu'à aujourd'hui, ni les conflits d'usage, ni les compétitions, pas plus que la logique marchande invasive n'ont *a priori* réussi à déstructurer complètement les PP des arrière-pays montagneux et forestiers (à l'exception notable de la Corse et de la Sardaigne), car les formes nouvelles et traditionnelles de solidarité représentent, à côté des stratégies adaptatives, un autre levier de résistances individuelles/familiales et collectives. Dans les pays du Sud de la Méditerranée où les instances représentatives non communautaires propres aux PP sont encore inexistantes ou balbutiantes, les solidarités traditionnelles (Auclair & Alifriqui, 2012) et, plus récemment, le développement du tissu associatif en milieu rural (Aubert et Saïdi, 2012), constituent malgré tout des espaces de négociation, des remparts contre l'accaparement des terres et participent dans une certaine mesure à la préservation des PP. Dans les pays du Nord, l'ingéniosité et la créativité des organisations paysannes constituent un vecteur de dépassement des individualismes, de conquêtes économiques et politiques et un appui essentiel au maintien et à l'installation.

Équipe d'organisation scientifique et logistique

Catherine APOSTOLO (Paysanne à la retraite, GPP)

Mohamed ADERGHAL (Université Mohammed V, Rabat)

Audrey AMBROSINO (LPED)

Laurent AUCLAIR (LPED, IRD)

Amor Mokhtar GAMMAR (Université de la Manouba, Tunis)

Jean GARDIN (LADYSS, Paris I)

Estelle MATHIEU-LAFON (LPED)

Marie OIRY-VARACCA (UPEM)

Bruno ROMAGNY (LPED, LMI, IRD)

Bernard ROUX (INRA, GPP)

Mohamed Raouf SAÏDI (Associé LADYSS-Nanterre, GPP)

Amélie SALMON (LPED)

Pauline VILAIN-CARLOTTI (Associée LADYSS-Paris 8)

Partenariat

AMU, LPED, GPP, LADYSS-CNRS, LMI IRD

Contact et inscription :

gpp.evenement[at]gmail.com

ENTRÉE LIBRE, INSCRIPTION OBLIGATOIRE

Programme des Journées (Version provisoire)

20 min par intervenant + 30 min de discussion

Mercredi 18 octobre 2017

08h30
09h00

Accueil des participants
Allocution d'ouverture
Programme et informations pratiques

09h30

Conférences inaugurales : Éléments de cadrage
La forêt sur la rive Nord de la Méditerranée : entre extension spatiale et abandon des pratiques
Pr. Thierry GAUQUELIN (IMBE, France)

10h30

Pause

11h00

Conservation forestière et dynamiques rurales dans la dorsale centrale en Tunisie
Pr. Amor Mokhtar GAMMAR (BICADE, Université de la Manouba, Tunisie)

14h30

Séance 1 : Caractérisation et enjeux

Quelle place pour les petits dans les arrières pays montagneux du Nord de la Méditerranée
Nicole MATHIEU (LADYSS-CNRS, France)

Dans l'arrière pays montagneux espagnol, le dépeuplement se poursuit !
Ana VELASCO-ARRANZ (ETSIAAB, UPM, Espagne)

La gestion des parcours dans les montagnes du Maroc central. Entre la norme du projet de développement et les usages des éleveurs
Mohammed ADERGHAL et Bruno ROMAGNY (LPED, IRD, LMI)

15h45

Pause

16h00

Séance 2 : Usages des ressources, dynamique et contraintes (1)

Les transformations des systèmes d'élevage dans la dorsale centrale (Tunisie)
Hédi ABDALLAH et Ali HANAFI (BICADE, Univ. de la Manouba, Tunisie)

Fonctions et usages nouveaux des plantes aromatiques et médicinales dans la région de Talsint, Haut Atlas oriental (Maroc)

Bouchra KARROUD et Mohammed ADERGHAL (LITOPAD-LMI-MediTer, FLSH-UM5, Maroc)

Valorisation des produits du terroir dans de la région montagneuse de Grande Kabylie (Algérie)
Hocine DOUFENE (UMMTO, Algérie)

Jeudi 19 octobre 2017

Sortie de terrain : Sillans-la-cascade (Le Var)

RÉSERVÉE AUX INTERVENANTS

Visite du « Jas du Vignal » et déjeuner sur place
Témoignages-échange avec des paysan.ne.s de la région

Les centrales électriques à biomasse de Gardanne et Brignoles : Quel avenir pour nos forêts en région PACA ?

Jérôme TRON (SOS Forêt)

Une démarche de coopération entre éleveurs, élus et partenaires pour assurer l'avenir de l'élevage pastoral dans les territoires méditerranéens et montagnards

Pascal THAVAUD (Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes Méditerranée)

Une bergère dans la montagne.

Eglantine MAUCHIEN (Paysanne éleveuse de brebis laitières)

Comment la gestion du foncier induit un type d'agriculture.

Michel APOSTOLO (Paysan éleveur retraité)

Résistance du pastoralisme et Pastoralisme de résistance.

Francis GIRARD (Eleveur de brebis)

Le syndicat des simples : un combat paysan pour la libération des plantes médicinales et de leurs usages.

Alexia ALAGNON et Aurélia ALLAMELE (Paysannes en plantes aromatiques et médicinales)

Vendredi 20 octobre 2017

9h00

Séance 3 : Usages des ressources, dynamique et contraintes (2)

La mise en défens des terres agricoles pour le reboisement des régions de montagne en Haïti : enjeux pour la petite paysannerie locale et les écosystèmes cultivés

Adeline BOUVARD (UMR PRODIG, France)

Le développement du tourisme de montagne en Grande Kabylie (Algérie) profite-t-il aux paysanneries locales ?

Mounia DAOUDI (VUDD, Algérie) et Hocine DOUFENE (UMMTO, Algérie)

La labellisation, (re)qualification ou disqualification des marges ? Le cas du safran à Taliouine (Anti-Atlas, Maroc)

Marie OIRY VARACCA (ACP, Univ. Paris Est Marne la vallée, France)

10h30

Pause

10h45

Séance 4 : Usages des ressources, dynamique et contraintes (3)

Le feu pastoral en Corse et en Sardaigne : histoire d'une pratique paysanne accaparée par les gestionnaires

Pauline VILAIN-CARLOTTI (LADYSS-Univ Paris8)

Les enjeux de la patrimonialisation des paysages gravés du Haut Atlas

Laurent AUCLAIR (IRD, LPED Marseille, LMI Mediter)

L'exploitation coopérative du romarin à Skoura : intérêts d'un compromis avec l'Administration forestière.

Sidi Aziz El IDRISSE (AUEA, Maroc)

12h30

Déjeuner

14h00

Séance 5 : Règles, normes, régulations

Le pâturage en forêt et le statut des terres forestières en Grèce

Eleni PANAGOULI (EHESS, France)

Indigènes de France et des colonies : les paysanneries de montagne face aux services forestiers

Jean GARDIN (LADYSS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France)

Petite paysannerie, droits coutumiers et gestion durable des montagnes au Maroc

Grigori LAZAREV (Expert international, France)

16h00

Pause

16h15

Séance 6 : Résistances et accommodations

Les formes de résistance des paysans dans les zones de montagne et défavorisées de la Méditerranée du Nord

Bernard ROUX (INRA, France)

Les Ait Abbas, la forêt et l'État. Éléments d'un statu quo (Haut Atlas, Maroc)

Mohamed Raouf R SAÏDI (LADYSS-Nanterre, France)

17h15

Synthèse des travaux et perspectives

18h00

Pot de clôture